

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 12 février 2024,

Urgence pour le secteur associatif et l'éducation populaire : un modèle en péril

Suite à leur dernier conseil d'administration, les membres de la CRAJEP souhaitent rappeler aux pouvoirs publics et à l'ensemble des instances décisionnaires, que, le tissu associatif est un pilier de la cohésion sociale et du dynamisme économique en Ile-de-France. Présentes sur l'ensemble des territoires, des zones blanches aux territoires urbains, les associations d'éducation populaire et de la jeunesse interviennent en complémentarité de l'école et des familles dans des domaines essentiels : éducation, culture, sport, solidarité, engagement des jeunes, transition écologique... Pourtant, aujourd'hui, ce modèle est en péril.

Les récentes décisions budgétaires fragilisent encore davantage des structures déjà en tension. Alors que **les besoins sociaux explosent**, nos associations subissent des coupes budgétaires drastiques, des financements gelés, des retards de subvention et la suppression de dispositifs essentiels comme les contrats adultes-relais.

En Île-de-France, la situation est critique : des financements structurants sont supprimés, plongeant de nombreuses associations dans une instabilité financière préoccupante. À cela s'ajoutent des charges croissantes liées aux locaux : augmentation des loyers et des fluides, fin de baux solidaires, manque de lieux adaptés pour assurer nos missions.

Selon les derniers baromètre Hexopée, 20% des structures sont contraintes de procéder à une réduction de la masse salariale. Plus de 70% de celles-ci ont renoncé à remplacer des départs définitifs et 18% ont prononcé des licenciements économiques : des incidences sur leurs activités à court, moyen et long termes.

En novembre 2024, encadrées et soutenues par des bénévoles, **332 136 personnes sont salariées** dans les **26 506 associations employeuses** de la Région Ile de France. Parmi elles, 12 496, soit 46 % (48 % en moyenne nationale), ont moins de trois salariés, et **1 287 associations**, souvent actives dans le domaine sanitaire et social, **comptent plus de cinquante salariés.**

Plus de 40% des emplois associatifs relèvent du secteur social et s'adressent à des publics fragiles.

Nous lançons un appel aux pouvoirs publics :

- **Maintenir et sécuriser les financements dédiés aux associations d'éducation populaire et de jeunesse.**
- **Soutenir les dispositifs qui favorisent l'engagement et l'accompagnement des publics en difficulté.**
- **Reconnaître pleinement les associations comme des partenaires stratégiques.**

Nous portons des projets d'intérêt général répondant aux besoins des habitantes et habitants. Nos équipes, salariées et bénévoles, s'investissent quotidiennement pour renforcer le lien social et construire une société plus juste et solidaire.

Nous appelons à un engagement fort des pouvoirs publics face à cette crise qui menace l'avenir de milliers d'associations et des millions de bénéficiaires.

CRAJEP Île-de-France